

La vérité est que les tarifs des péages autoroutiers n'ont pas cessé d'augmenter et que les sociétés concessionnaires des autoroutes se font «des roubignolles en or». C'est un véritable racket des usagers. En effet, **sur 100 euros payés au péage, ce sont entre 20 et 24 euros qui vont directement dans les poches des actionnaires !** Nos artisans aimeraient travailler avec une telle marge !

Les collectivités peinent à financer les routes départementales et les voies communales. Or l'entretien de ces routes était auparavant financé par l'Etat grâce au produit des péages autoroutiers. Les communistes proposent donc tout simplement **une renationalisation des autoroutes** pour baisser les tarifs des péages et affecter les sommes perçues à l'ensemble du réseau routier de notre pays plutôt qu'aux actionnaires des sociétés autoroutières.

## Les véritables assistés, pilleurs des caisses de l'Etat, ne sont pas ceux qu'on dit !

Des ministres PS au pouvoir d'achat plus que «confortable», des responsables UMP assujettis à l'impôt sur la fortune, de riches dirigeants du FN habitant des quartiers huppés, ou des présentateurs de la télévision grassement rémunérés font feu de tout bois contre l'immigré qui pratiquerait «le tourisme social», l'assuré social fraudeur ou le chômeur «profitant du système».

Ce sont des mensonges (*les migrants européens ne représentent qu'entre 1 et 5% des bénéficiaires des prestations sociales selon les pays* !). Ils ont pour but de diviser les salariés (*pour la plus grande satisfaction du Medef*), et permettent de passer sous silence qui sont **les vrais pilleurs des caisses de l'Etat**. Nous allons y remédier dans cet article.

### Un grand patronat bichonné par les gouvernements successifs.

Que ce soit Nicolas Sarkozy avec son «bouclier fiscal» ou François Hollande avec son «pacte de responsabilité» (40 milliards donnés aux entreprises sans aucun contrôle sur leur utilisation !), les présidents de la République ont considérablement favorisé le grand patronat qui, d'allègements fiscaux en baisses de cotisations, est devenu **le seul véritable assisté de notre pays**, toujours gagnant, jamais content.

Certes, les retraites scandaleusement élevées que s'octroient les dirigeants de sociétés provoquent parfois un haussement de sourcils du premier ministre, mais rien n'est fait pour les interdire. Il est hors de question de froisser le Medef, cela pourrait l'irriter...

### Les «globe-trotters» fiscaux sont une réalité qui coûte cher au pays.

Si le «tourisme social» est une légende, **les «globe-trotters» fiscaux, eux, existent bien**. Milliardaires et sociétés multinationales passent leur temps à parcourir la planète pour trouver le paradis fiscal où ils paieront l'impôt le plus faible possible, privant notre pays de très importantes ressources financières. Pour la France, on estime l'évasion fiscale à **80 milliards d'euros par an** !

Sur les 3 040 filiales des cinq plus grandes banques françaises

(BNP, BP-Caisse d'épargne, Société générale, Crédit mutuel et Crédit agricole), près de 1 700 se trouvent à l'étranger, dont **358 dans un paradis fiscal**. Et il n'est pas toujours besoin d'aller bien loin, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg étant des états particulièrement accueillants pour les fortunés qui veulent échapper à l'impôt de leur pays d'origine. Ce sont eux, les profiteurs !

### Le scandale luxembourgeois.

Un collectif de journalistes a découvert que 340 multinationales avaient réduit leur taux d'imposition grâce à des accords secrets passés avec l'administration fiscale luxembourgeoise. Si le Luxembourg affiche un taux d'impôt sur les sociétés de 22%, en négociant secrètement, ces 340 sociétés l'ont fait réduire comme une peau de chagrin. Entre 2002 et 2010, ce sont ainsi plusieurs milliards d'euros de recettes fiscales qui se sont volatilisés !

### Jean-Claude Juncker savait ! Alors, pourquoi l'a-t-on élu président de la Commission européenne ?

Au moment où ces accords secrets ont été signés, Jean-Claude Juncker était premier ministre du Luxembourg... **Il savait !** Les conservateurs et les socialistes (*dont les élus socialistes français*) du Parlement européen l'ont pourtant élu président de la Commission européenne ! Ils ont donc élu président de la Commission européenne un complice de la fraude fiscale ! Après ça, ils peuvent bien traiter les immigrés de profiteurs...

Si on comprend évidemment pourquoi les élus de droite ont voté Jean-Claude Juncker (*la droite est au service du patronat*), on comprend moins bien pourquoi les socialistes français l'ont fait. C'était sûrement le prix à payer pour faire de Pierre Moscovici un commissaire européen... Tout ceci n'est pas très propre.

### Les mauvais arguments des ultralibéraux.

Pour lutter contre la fraude fiscale, les défenseurs du capitalisme proposent de baisser les impôts frappant les entreprises dans notre pays, ce qui les inciterait à ne plus frauder. **C'est une imbécillité à double titre**.

D'une part, si l'on ne prend pas l'argent là où il est, pour construire les routes, les écoles, les hôpitaux, le logement social, etc, il faudra encore taxer les familles et les salariés qui n'en peuvent déjà plus. D'autre part, si on baisse les impôts des grandes sociétés, les paradis fiscaux leur feront des conditions encore plus avantageuses pour les garder chez eux. C'est un dumping sans fin, c'est une vis sans fin dont les peuples seront les éternels perdants.

Les vraies solutions sont radicales, nationaliser des banques pour créer un pôle public bancaire, voter des mesures de rétorsion financière et économique contre les paradis fiscaux, être sans pitié contre les fraudeurs. La Commission parlementaire sur la fraude fiscale, présidée par le sénateur communiste Eric Bocquet, a élaboré à l'unanimité de ses membres des propositions concrètes et précises pour éradiquer la fraude fiscale. Pourquoi le gouvernement ne s'en empare-t-il pas ? Poser la question est, hélas, un peu y répondre...



# FEU VERT

Journal de la Section de Moûtiers du Parti Communiste Français

## LE DERNIER CRIME DU MEDEF



### Au sommaire :

Moûtiers : l'ARS fait une croix sur l'hôpital, des citoyens se mobilisent -  
Moûtiers : la droite est bien unie à droite -  
Les chiffres qui donnent tort au FN -  
Les assistés ne sont pas ceux qu'on dit -  
Face au projet d'Hervé Gaymard, défendons notre département..

## FEU VERT

Responsable de rédaction :  
Alain Dupenloup  
Les Tovères - 73600 Hautecour

Décembre 2014

Imprimerie Savoie Publicité -  
Chambéry - 06 70 57 76 87

## Editorial

### Rassembler contre l'austérité, lutter pour un autre partage des richesses !

Après les mobilisations du 15 novembre contre la politique d'austérité, le PCF veut consacrer toute son énergie à mobiliser pour la construction d'une alternative sociale à cette politique, avec le Front de gauche, avec toutes les forces disponibles.

C'est d'autant plus nécessaire que le Medef, toujours gagnant, jamais content, en demande chaque fois plus alors que l'Etat a déjà consenti au grand patronat des dizaines et des dizaines de milliards d'euros de cadeaux fiscaux et d'exonérations de charges. Rien qu'avec le pacte de responsabilité le patronat a empêché 40 milliards sans aucun engagement de sa part ! On peut bien parler après du chômeur trop « assisté »...

Or, comme le gouvernement recule sans cesse devant les exigences du Medef (*Pierre Gattaz vient de relancer la proposition de supprimer l'impôt sur les grandes fortunes*), comme il lui octroie de considérables cadeaux financiers, il entend récupérer l'argent qui manque pour boucler le budget en pratiquant une politique d'austérité. Cette politique nous conduit dans une impasse dramatique, avec un chômage rarement égalé, un pouvoir d'achat en berne, des droits sociaux massacrés, une Sécurité sociale promise à la privatisation, un hôpital public à la diète, des universités de plus en plus chères, etc. Sur le fond, la droite n'y trouve rien à redire et se contente de remarques sur la forme. Et le délinquant Nicolas Sarkozy (*qui accumule les affaires frauduleuses*) en profite pour refaire surface.

Tous les citoyens de progrès, tous les salariés, les précaires, les chômeurs qui avaient espéré un changement avec la victoire de François Hollande sont désespérés. C'est d'ailleurs le but recherché, qu'ils renoncent à se mobiliser.

Or les forces existent pour faire reculer le pouvoir et le Medef, pour construire une alternative de gauche aux politiques libérales. Nous voulons les unir. Des voix nouvelles, parfois au sein même du PS, contestent la politique d'austérité. Mais il ne faut pas rester au milieu du gué, il faut s'engager franchement à combattre cette politique, ce qui implique de voter contre à l'Assemblée nationale. Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a fait des propositions pour rassembler dans ce sens : il demande la mise en œuvre de baisses ciblées de la TVA, il exige qu'on en finisse avec la critique de la dépense publique (*qui est le discours habituel de la droite*), car cette dépense est nécessaire pour les familles et pour le pays, il se prononce pour des renationalisations, il dénonce la réforme territoriale, il explique qu'il faut se rebeller contre les diktats de la Commission européenne. C'est en allant dans ce sens qu'on fera du neuf et du bon.

Alain Dupenloup

## Moûtiers

### L'ARS fait une croix sur l'hôpital, des citoyens se mobilisent

Si le service des urgences du site hospitalier de Moûtiers est maintenu, l'annonce par l'agence régionale de santé (l'ARS) de la fermeture de la chirurgie dès la fin de la saison d'hiver est inacceptable.

En effet, outre que le service de chirurgie de Moûtiers procure un million d'euros d'excédant en ne fonctionnant que 4 mois par an, sa suppression menacerait très vite l'existence même des urgences. Sans lits de chirurgie et de médecine, sans service d'anesthésie, les urgences seraient vite transformées en un simple centre de tri. Au moment où nous écrivons, les militants du collectif pour l'hôpital de Moûtiers ont donc décidé de réagir, les actions publiques étant la seule bonne réponse au coup de force de l'ARS.

D'autant que le collectif propose un autre plan qu'il serait bien d'étudier sérieusement. Au lieu de fermer, on peut parfaitement développer sur Moûtiers les savoir-faire du site en chirurgie osseuse, traumatologique et orthopédique sur toute l'année, ce qui, d'une part, répondrait à de vrais besoins et, d'autre part, consoliderait le service des urgences. Un tel plan est parfaitement compatible avec le développement des deux autres hôpitaux de la vallée dans une complémentarité mutuellement avantageuse.

De notre point de vue, les deux scénarii devraient être publiquement débattus, celui de l'ARS et celui du collectif, les populations concernées pouvant ensuite donner leur avis par référendum.

## Les chiffres qui donnent tort au FN

(et à Marine Le Pen)

La vérité dérange toujours, et c'est particulièrement vrai pour ce qui concerne le FN. Pour l'extrême droite fascisante, tous nos problèmes viendraient des immigrés qui constitueraient une «charge» impossible à supporter pour notre pays. Sans parler de l'insoutenable racisme qu'elle recouvre, nous voulons montrer que cette vision des choses est fautive.

En effet, ceux qui propagent cette contre-vérité se gardent bien de dire que l'immigration est en grande partie provoquée par le pillage des richesses des pays pauvres, pillage conduit en particulier par des firmes françaises dont les dirigeants apprécient le discours de Marine Le Pen. C'est le syndrome du serpent qui se mord la queue. Et l'extrême droite ne se pose jamais la question de savoir ce que deviendrait notre pays si les autres pays, par riposte à nos expulsions d'immigrés, renvoyaient en France les millions de Français qui vivent à l'étranger ! En cette période de crise, la désorganisation qui en résulterait serait considérable.



Posée au moment des XVIe JO, la plaque du hall de l'hôpital parle d'un Hôpital Olympique (majuscules comprises). Ce n'était que propagande ?

Pour sa part, le trio UMP Hervé Gaymard, Vincent Rolland et Fabrice Pannekoucke a déposé les armes au travers d'un communiqué larmoyant, si tant est qu'il les ait un jour bien tenues. Les trois compères écrivent qu'ils «déplurent la fermeture annoncée de la chirurgie sur le site de Moûtiers et regrettent de n'avoir pas été entendus par les décideurs, gouvernement et ministère de la santé». Cette déclaration défaitiste constitue un véritable abandon de poste ! Ainsi tout serait fini et il faudrait faire son deuil de l'hôpital. Nous ne sommes pas d'accord. D'ailleurs, sur proposition des élus de gauche, le conseil municipal de Moûtiers unanime avait adopté un vœu soutenant l'idée d'un pôle de compétence en chirurgie osseuse, traumatologique et orthopédique pour l'hôpital de Moûtiers. Il faut continuer à porter cette exigence haut et fort et refuser les propositions de l'ARS.

Mais, au-delà de ces évidences, c'est l'idée même d'une «immigration charge pour la France» qui est remise en cause par les travaux des chercheurs de l'université de Lille, travaux dirigés par le professeur Xavier Chojnicki. Les résultats de ces travaux sont sans appel : en France, les travailleurs immigrés reçoivent près de 47,9 milliards d'euros de prestations sociales, mais reversent 60,3 milliards à l'Etat en impôts et en cotisations salariales ! **Les travailleurs immigrés rapportent donc 12,4 milliards d'euros à l'Etat français.** En effet,  $60,3 - 47,9 = 12,4$ . Mais Marine Le Pen ne sait peut-être pas encore compter jusqu'à 12...

Ce gain pour l'Etat s'explique par le fait que les immigrés sont souvent jeunes et majoritairement actifs, qu'ils sont donc «plus contributeurs que bénéficiaires». Au Conseil d'orientation des retraites, on estime qu'ils pèsent d'un poids positif dans la sauvegarde de notre système social. Si par malheur la France optait pour «l'immigration zéro», ce n'est pas 3%, mais 5% du Pib qu'il faudrait trouver à l'horizon 2050 pour financer la protection sociale ! Il n'est pas besoin de sortir de St Cyr pour le comprendre.

## Moûtiers

### Des élus municipaux de droite... à droite, et une prise en main par l'UMP

On s'en souvient, il y avait deux listes de droite aux élections municipales de Moûtiers : d'un côté, le maire sortant, **Philippe Nivelles**, de l'autre le protégé du député UMP Hervé Gaymard, **Fabrice Pannekoucke**, maire sortant de St Jean de Belleville. A côté de ces deux listes marquées à droite (on voit beaucoup Hervé Gaymard en compagnie de François Fillon), une liste de rassemblement à gauche était conduite par **Bernard Gsell**, élu sortant de Moûtiers.

Pour le deuxième tour, quelques Moûtériens demandèrent à la liste de gauche de s'unir à la liste de Philippe Nivelles pour battre Fabrice Pannekoucke. Cela ne s'est pas fait et les communistes s'en félicitent. En effet, au conseil municipal, les élus des deux listes de droite ont plusieurs fois voté de la même façon, prouvant que, sur le fond, il n'y avait pas de grosses divergences politiques entre eux.

Ainsi, lors du vote sur la transformation de l'Office du tourisme en Epic (Etablissement public industriel et commercial), seuls les élus de gauche ont voté contre. Toute la droite s'est prononcée en faveur de ce changement fort discutable. Or, selon nos informations, la transformation de l'Office du tourisme en Epic

### Face au projet d'Hervé Gaymard, défendons notre département

Manuel Valls voulait faire gérer les départements par les préfets ! Les choses semblent avoir un peu évolué et on ne sait plus très bien où il en est... Mais nous avons une certitude : les départements, gérés par des assemblées élues, sont un élément fort de la proximité, et **il faut les garder**. Salariés et citoyens les ont apprivoisés, et, quand il y a un problème, on sait à quelle porte il faut frapper.

Surfant sur le rejet généralisé (et justifié) de la réforme territoriale, Hervé Gaymard demande la fusion des deux départements de Savoie et Haute-Savoie au sein d'une structure à statut spécifique, sans remettre en cause la casse du territoire menée par le gouvernement. Il demande donc la suppression de notre département ! Et l'idée de statut spécifique peut aller de pair avec celles d'une sécurité sociale spécifique, d'un code du travail spécifique, etc. Ce serait un nouveau recul social sans précédent !

Hervé Gaymard justifie cette fusion par «un même code génétique, celui des terres alpines». Fumerait-il des substances illicites ? Il n'y a pas de code génétique montagnard ! Pourquoi pas une race élue pendant qu'on y est ? En fait, il renonce à défendre l'existence de notre département, alors qu'on peut gagner cette bataille. Avec ou sans code génétique, menons-la !

va engendrer une dépense supplémentaire de 120 000 euros par an ! Pourquoi donc un tel changement ?

La réponse tient peut-être dans le fait que l'Office était une association avec un président, alors que, transformé en Epic il devient une structure dépendant directement du maire. Etait-ce le but recherché ? On s'interroge un peu...

Car, de l'avis général, la gestion municipale s'est «durcie». La première décision du nouveau maire a d'ailleurs été de proposer une augmentation de l'indemnité des adjoints et une augmentation de 25% de ses propres indemnités. Notons que, hormis Hervé Gaymard, personne n'avait demandé à Fabrice Pannekoucke d'abandonner la mairie de St Jean de Belleville pour briguer celle de Moûtiers... Si l'indemnité ne lui convenait pas, il ne fallait pas venir.

De plus, un collaborateur de cabinet a été embauché, collaborateur politique (il vient du cabinet d'Hervé Gaymard au conseil général) coûtant 63 000 euros à l'année (TTC) pour la commune. Cette espèce de «main mise» de l'UMP sur la commune n'est pas saine.

Sur le fond des choses, ce qui manque à notre système politique national, c'est un statut des élus permettant à des ouvrier, à des chômeurs, à des précaires, à des femmes de pouvoir être élus maire d'une commune malgré leurs faibles revenus et leur difficulté à se libérer. Cela permettrait une transparence qui manque aujourd'hui. C'est ce que porte l'idée d'une VIème République.



### Autoroutes : ils nous ont assez roulés !

La privatisation des autoroutes, imposée en 2005 par le gouvernement UMP de Dominique de Villepin et du ministre de l'économie Thierry Breton, constitue un scandale national. Thierry Breton affirmait à l'époque que «l'Etat contrôlerait et fixerait les tarifs des péages», cela s'est avéré faux. Dans le même temps il faisait sévèrement sanctionner les militants CGT et PCF qui s'opposaient au bradage. (suite au verso).